



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 33 – Semaines du 06 au 17 juin 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Un tiers du budget du ministère des Sciences et des Technologies, dont dépend l'INPE, actuellement bloqué.
- ❖ 69% des entreprises d'Amérique latine adhèrent aux pratiques ESG.

Énergie

- ❖ La privatisation de Eletrobras lève 33,7 Mds BRL (6,4 Mds EUR).
- ❖ Suite à la vente d'Eletrobras, 22 centrales hydroélectriques seront soumises à de nouvelles règles de concession.

Infrastructures & Transports

- ❖ L'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC) approuve le lancement des appels d'offre du 7^{ème} cycle des concessions aéroportuaires.
- ❖ Le métro de São Paulo annonce l'achat de 44 nouveaux trains.
- ❖ La concession du port de Santos prévoit la construction d'un tunnel sous-marin entre Santos et Guarujá.

Et Aussi

- ❖ Entre les concessions aéroportuaires et les PPP d'éclairage publique, 90 actifs devraient être concédés d'ici la fin de 2022 pour 190 Mds BRL (36,5 Mds EUR).
- ❖ La BNDES choisit 5 fonds pour investir 2,5 Mds BRL (470 M EUR) sur les infrastructures.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Des 10 villes les plus émettrices de gaz à effet de serre au Brésil, 8 sont situées en Amazonie.
- ❖ La région amazonienne génère 26% de l'énergie du pays, mais un million de personnes n'a pas accès à l'électricité.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie Légale –

Environnement & Climat

Un tiers du budget du ministère des Sciences et des Technologies, dont dépend l'INPE, actuellement bloqué

Le gouvernement a annoncé le 6 juin le blocage de **2,5 Mds BRL (480 M EUR)** du budget prévu pour le portefeuille du **ministère des Sciences et des Technologies**, soit **37 % de l'ensemble du budget**. Il s'agit du **ministère le plus impacté par les blocages, en termes absolus mais aussi proportionnellement**.

Au total, le gouvernement a bloqué **8,7 Mds BRL (1,67 Mds EUR)** sur le budget 2022, dans le but de ne pas dépasser le plafond de dépenses du gouvernement (les deux autres ministères les plus touchés sont la **Santé et l'Education**).

Le ministère des Sciences et des Technologies est responsable, par exemple, des **bourses de recherche du CNPq** (Conseil national de développement scientifique et technologique) mais aussi de l'organisme en charge du suivi de la déforestation en Amazonie et au Cerrado, l'**Inpe (Institut National de Recherche Spatiale)**.

Par la suite, le gouvernement fédéral a formé une équipe technique consultative le 02/06 chargée de « qualifier les données relatives à la déforestation et aux incendies, pour différencier les délits environnementaux des autres activités, en utilisant les bases de données officielles déjà existantes », où **aucun expert de l'Inpe n'est à ce stade inclus**. (Article [ici](#))

69% des entreprises d'Amérique latine adhèrent aux pratiques ESG

Selon l'étude « Développement durable au sein de l'agenda des dirigeants » menée par l'**entreprise SAP**, à l'instar du marché mondial, le nombre d'entreprises déclarant avoir intégré les pratiques ESG en Amérique Latine a explosé en 2022.

Ont participé plus de **400** cadres d'Argentine, du Brésil, de Colombie et du Mexique. Selon l'étude, le **nombre d'entreprises latino-américaines qui ont lancé ou accéléré des stratégies de gestion durable au cours des derniers mois atteint 69 %, contre 46 % en 2021**.

L'égalité, la diversité et l'inclusion constituent les axes d'actions principaux des stratégies ESG pour **63 %** des entreprises consultées ; suivis par les « chaînes de valeur socialement responsables », la réduction de l'empreinte carbone, la formation de la main-d'œuvre et l'économie circulaire.

Par ailleurs, **63% des entreprises déclarent que les stratégies de gestion durable font partie de leurs orientations générales** et qu'elles constituent un élément important de l'image et la réputation des groupes. En outre, le Brésil se classe au **12^{ème} rang** au sein du **Standard & Poor's « Global 2022 Sustainability Yearbook »** – auquel ont participé 7554 entreprises de 43 pays, dont **Banco do Brasil, Cemig et Eletrobras** pour le Brésil. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Énergie

La privatisation d'Eletrobras lève 33,7 Mds BRL (6,4 Mds EUR)

Le 09/06, la privatisation de l'**entreprise publique d'énergie Eletrobras** a été lancée via l'émission de

802,1 millions d'actions, au prix unitaire de **42 BRL (8 EUR) l'action** (le projet initial étant de 44 BRL), représentant un total de **33,7 Mds BRL (6,4 Mds EUR)** entre l'offre de base et des émissions

supplémentaires. Suite à cette transaction, le gouvernement ne détient plus que **40 % du capital de la société**, même s'il reste largement le principal actionnaire individuel. Le modèle utilisé a été celui de la **privatisation par augmentation de capital**. La privatisation d'Eletrobras représente la **plus grande opération de privatisation menée dans le pays depuis deux décennies**. Parmi les plus importantes offres d'actions dans le monde en 2022, « l'opération Eletrobras » constitue également la plus importante opération menée depuis la B3, la bourse brésilienne, depuis la **méga-capitalisation de Petrobras en 2012**, qui avait mobilisé **100 Mds BRL (19 Mds EUR)**. Cette privatisation devrait se traduire par des gains importants en termes **d'investissement** et **d'efficacité** pour l'entreprise selon des spécialistes du marché. (Article [ici](#))

Suite à la privatisation d'Eletrobras, 22 centrales hydroélectriques seront soumises à de nouvelles règles de concession

Eletrobras et le gouvernement progressent dans les négociations afin d'établir de nouveaux contrats de

concession pour 22 centrales hydroélectriques, qui pourront désormais vendre de l'électricité au **prix du marché** au sein du « **marché libre de l'énergie** » (modèle contractuel ACL). Selon le Conseil National de la Politique Énergétique (CNPE), la valeur ajoutée dégagée par les termes des nouvelles concessions représente **67 Mds BRL (12,6 Mds EUR)**. Sur ce total, **25,3 Mds BRL (4,75 Mds EUR)** seront versés à l'Union, en un seul versement, à titre de prime pour l'octroi des nouveaux contrats (durée de 30 ans). Eletrobras disposera également de nouveaux contrats de concession spécifiques pour les centrales électriques de **Tucuruí, Mascarenhas, Sobradinho et Itumbiara**. L'entrée des centrales dans le marché libre peut avoir un **impact sur les tarifs de l'énergie**, puisque la valeur du mégawattheure actuellement allouée aux distributeurs sera fixée par le prix de marché, plus élevé que la valeur du marché régulé. La migration vers ce nouveau système devrait s'opérer **progressivement**, afin d'éviter les impacts sur les tarifs des consommateurs, à raison de 20 % par an, à partir du **1^{er} janvier 2023**. (Article [ici](#))



Infrastructures & Transports

L'ANAC approuve le lancement des appels d'offre du 7^{ème} cycle des concessions aéroportuaires

L'Agence Nationale de l'Aviation Civile (Anac) et le conseil du **Programme de Partenariats pour l'investissement (PPI)** ont approuvé les projets d'appel d'offre et de contrats pour le **7^{ème} cycle de concessions aéroportuaires**. **15 aéroports** du Nord, du Sud-Est et du Centre-Ouest du pays seront mis aux enchères, selon 3 lots. La mise en concession avait été autorisée le 1^{er} juin par la **Cour des Comptes fédérale (TCU)** et la vente aux enchères est prévue pour le **18 août**. Parmi les 15 terminaux figure l'aéroport de **Congonhas (São Paulo)**, tête d'affiche du « bloc São Paulo-Mato

Grosso do Sul-Pará-Minas Gerais ». Il s'agit du deuxième aéroport le plus fréquenté du pays, où transitent environ **22,7 millions de passagers par an**. Au total, les **concessions représentent 15,8 %** du flux domestique de voyageurs au Brésil, selon l'Anac. En 2019, plus de **30 millions** de mouvements ont eu lieu sur les plateformes aéroportuaires concernées. Selon les études de faisabilité des mises en concession réalisées en 2019, les nouveaux investissements sur les 15 aéroports devraient s'élever à environ **7,3 Mds BRL (1,4 Mds EUR) sur les 30 ans des contrats**, dont **3,4 Mds BRL (650 M EUR) uniquement pour Congonhas**. (Article [ici](#))

Le métro de São Paulo annonce l'achat de 44 nouveaux trains

Le métro de São Paulo (groupe Métro SP), en collaboration avec le **secrétariat aux Transports métropolitains de l'État**, a annoncé que l'appel d'offres pour **l'acquisition de 44 nouveaux trains** devrait être lancé cette année. Cette annonce intervient après 10 ans de stagnation des achats. Les trains vont circuler sur la **Ligne 2 (verte)** – qui fait actuellement l'objet de travaux d'extension jusqu'à Penha, sur 8,4 km comprenant huit stations – et également en renfort pour les **Lignes 1 (bleue) et 3 (rouge)**. Lors d'une audience publique tenue le 17 mars, le directeur des opérations de la société, Milton Gioia, a présenté les spécifications techniques de l'appel d'offres : est prévu notamment que les trains soient **entièrement automatisés**, sans cabine ni conducteur. Les nouveaux trains devraient être plus confortables, **efficaces et durables**, permettant des **économies allant jusqu'à 10% de la consommation d'énergie** et une **réduction de l'intervalle de temps entre les trains**. (Article [ici](#))

La concession du port de Santos prévoit la construction d'un tunnel sous-marin entre Santos et Guarujá

Le port de **Santos**, le **plus grand complexe portuaire d'Amérique Latine** et voie d'entrée et de sortie de 29 % de toutes les transactions commerciales au Brésil, sera **privatisé d'ici fin 2022**. L'un des principaux projets que le nouveau gestionnaire du port de Santos devra prendre en charge est la construction d'un tunnel immergé qui reliera les villes de **Santos** et de **Guarujá**. Aujourd'hui, la liaison impose un parcours de 43 km sur autoroutes. L'alternative actuelle consiste à relier les villes en ferry-boat. Le tunnel immergé, quant à lui, ne sera long que de **1,7 kilomètre**. L'investissement pour la construction est estimé à **2,9 Mds BRL (540 M EUR)** et sera inclus parmi les **conditions requises** pour la vente aux enchères. Il n'y a pas encore de date précise pour le début et la fin des travaux, mais le calendrier sera défini avant la publication de l'avis d'appel d'offres, à la fin de l'année. Etant donnée sa profondeur de **20 mètres**, le tunnel ne devrait pas nuire au trafic maritime dans la zone. Pour Rafael Furtado, secrétaire adjoint à la Planification et aux Partenariats du ministère des infrastructures, le tunnel constituera avant tout une **solution de mobilité urbaine pour la région**. (Article [ici](#))

&+ Et Aussi

90 actifs supplémentaires doivent être concédés d'ici la fin de 2022 pour 190 Mds BRL (36,5 Mds EUR)

Le gouvernement prévoit de mettre **90 actifs supplémentaires aux enchères d'ici la fin de 2022**, pour un total de près de **190 Mds BRL (36,5 Mds EUR)** d'investissements. La mise à jour du

portefeuille a été annoncée par le **Programme de Partenariats pour l'Investissement (PPI)**. Outre les **aéroports du 7^{ème} cycle de concessions** aéroportuaires (dont **Congonhas**, à São Paulo), figurent dans la liste des actifs fédéraux **3 lots « d'autoroutes intégrées » au Paraná** et **2 lignes de transport d'énergie**. Parmi les contrats avec des

entités infranationales, la liste comprend **10 partenariats public-privé (PPP) pour l'éclairage public** (notamment pour **Curitiba**, au Paraná), **3 projets de gestion des déchets** (Teresina au Piauí, Bauru à São Paulo et le Consórcio Comares au Ceará, qui est actuellement accompagné par la coopération française pour la structuration du projet). La **privatisation de 4 ports** (dont Porto Alegre au Rio Grande do Sul et São Francisco do Sul à Santa Catarina) est également prévue. Selon le secrétaire spécial du PPI, Bruno Westin Leal, **150 projets ont été mis aux enchères entre 2019 et 2022**. Ils représentent **865,7 Mds BRL (166 Mds EUR)** d'investissements et ont déjà généré **149,5 Mds BRL (28,7 Mds EUR) en subventions (outorgas)**. (Article [ici](#))

La BNDES choisit 5 fonds pour investir 2,5 Mds BRL (470 M EUR) sur les infrastructures

La **BNDES** (Banque Nationale de Développement Economique et Social) a sélectionné **5 fonds** d'investissement axés sur les infrastructures, pour un investissement de 2,5 Mds BRL (470 M EUR), à

hauteur maximale de 500 M BRL par fond. Les fonds sélectionnés – qui vont maintenant faire l'objet d'une vérification préalable – proviennent des fonds **Vinci Climate Change FIP Multistrategy**, **Vinci FI-Infra RF**, **du FIP BTG Pactual Infraestrutura III**, **du FIP Kinea Equity Infra I** et **du Pátria Infra Crédito FIDC**. Les 3 premiers sont des fonds d'actions (visant la **participation au capital et les titres convertibles en actions**) et les 2 derniers sont des fonds de **crédit à long terme**. La procédure avait été lancée en janvier, et un total de 28 propositions ont été reçues. La BNDES a privilégié les fonds destinés aux **investisseurs institutionnels**, axés sur les **secteurs à fort impact social et environnemental**. Certains secteurs ont été privilégiés, comme l'**assainissement** et la **mobilité urbaine**. La prévision est de mobiliser entre **6,5 à 7 Mds BRL (1,2 et 1,3 Mds EUR) supplémentaires via investissements privés**, selon Bruno Laskowsky, directeur des participations, des marchés de capitaux et du crédit indirect de la BNDES. Il prévoit que l'allocation de la plupart des ressources aura lieu entre **2023 et 2024**. (Article [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

Des 10 villes les plus émettrices de gaz à effet de serre au Brésil, 8 sont en Amazonie

En raison de la déforestation, **8 des 10 municipalités brésiliennes les plus émettrices de gaz à effet de serre (GES) se trouvent en Amazonie**. Altamira est en tête de liste et émet plus que l'ensemble de l'Uruguay, de la Suède et de la Norvège. La moyenne mondiale des émissions par habitant est de **7 tonnes CO₂ eq. par an**, mais du fait de la déforestation, Altamira émet l'équivalent de **308 tonnes par**

habitant. Les mégapoles **São Paulo** et **Rio de Janeiro** sont les seules villes en dehors de la région amazonienne qui sont en tête du classement, respectivement aux **5^{ème}** et **8^{ème}** rangs. Ensemble, ces 10 municipalités représentent **197 millions de tonnes brutes de CO₂ eq.**, soit plus que toutes les émissions du Pérou et des Pays-Bas réunies. Les données proviennent de la 2^{ème} version du **Seeg Municípios** (Système d'Estimation des Emissions de Gaz à Effet de Serre, créé en 2012), qui a calculé les

émissions des **5 570 municipalités brésiliennes**. Le rapport couvre la période **2000-2019** et comprend plus d'une centaine de sources d'émissions dans des secteurs tels que **l'énergie, l'industrie, l'agriculture et l'élevage, le traitement des déchets et l'usage des sols et des forêts**. (Article [ici](#))

La région amazonienne génère 26 % de l'énergie du pays, mais un million de personnes n'a pas accès à l'électricité

26% de l'énergie électrique consommée au Brésil est générée par des **centrales hydroélectriques situées en Amazonie Légale**. Pourtant, des 28 millions d'habitants de la région, **1 million n'a pas accès à l'électricité** (où seulement quelques heures par jour, grâce à des générateurs) et **3 millions se trouvent en dehors du Système National**

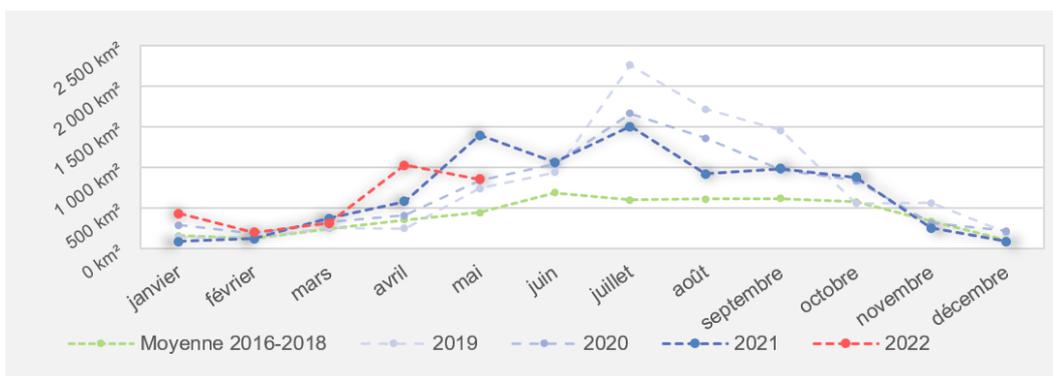
Interconnecté (SIN), qui coordonne et contrôle la transmission d'énergie des centrales électriques vers les consommateurs. Ces derniers s'approvisionnent en diesel. Selon la **Climate Policy Initiative (CPI)**, il existe un contraste entre « le Brésil des énergies renouvelables et interconnectées et le Brésil isolé et alimenté par des combustibles fossiles ».

En 2020, le programme « **Plus de lumière pour l'Amazonie** » a été créé, mais la CPI souligne que la structuration du programme ne prévoit ni inspections ni amendes en cas de non-respect des objectifs.

Il existe un projet de loi (4248/2020) fixant une **échéance à 2025 pour l'accès universel à l'électricité dans les régions reculées de l'Amazonie**, mais il n'a pas encore été voté.

(Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 3 juin

2 891 km²
en 2022

+1%
Par rapport à 2021

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international